Communiqué de presse

Le gouvernement ne répond pas : mettons-nous massivement en grève le 5 novembre

Depuis 3 semaines, la colère sociale s'exprime par des mobilisations de plus en plus fortes. Partie d'une colère légitime des lycéennes et lycéens face à leurs conditions d'études et un avenir incertain, elle s'est élargie à une grande partie de la population qui dénonce en particulier la vie chère. Cette mobilisation de plus en plus puissante marque un moment important pour le mouvement social. Après 10 ans d'une pratique très verticale du pouvoir, le gouvernement est aux abois et mis en difficulté. Une brèche s'est ouverte, la FSU considère que le moment est venu d'augmenter le rapport de force afin d'aller vers des victoires du monde du travail.

Preuve de la fébrilité du gouvernement, le Premier ministre a reçu en urgence les organisations syndicales. La FSU a alerté sur la gravité du moment et demandé des réponses concrètes aux revendications qui s'expriment depuis plusieurs semaines. La société est traversée par des colères sociales multiples, fruit des politiques macronistes menées depuis 10 ans. Le gouvernement n'y apporte que des réponses sécuritaires et une remise en cause de l'État de droit. La FSU dénonce ces politiques qui ne peuvent que faire le lit d'une extrême droite qui entend récupérer les colères pour se renforcer.

Dans un tel contexte le gouvernement doit apporter des réponses sociales et budgétaires aux revendications :

- L'augmentation de la valeur du point d'indice et la revalorisation des carrières de la fonction publique et des pensions
- Des créations de postes en nombre suffisant pour diminuer le nombre d'élèves par classe et d'étudiant.es par groupe de TD et pour assurer la présence d'équipes pluri professionnelles au complet
- L'augmentation du nombre de places dans l'enseignement supérieur, notamment à l'université et en STS, pour sortir de la sélection et de Parcoursup
- Un budget des collectivités territoriales permettant d'assurer la rénovation du bâti scolaire et le redéploiement des services publics

Autant de mesures qui doivent trouver leur traduction immédiate au budget 2027.

Au bout de trois semaines de mobilisations dans le second degré, après bien des errements, comme par exemple sur les professeurs remplaçants, le gouvernement annonce... qu'il a une méthode et un calendrier. Des annonces seraient prévues lundi sur le nombre d'élèves par classe, les remplacements et Parcoursup. Lors des questions au gouvernement il a ensuite affirmé que le gouvernement déposerait des amendements budgétaires pour traduire ces annonces. Mais l'après-midi même, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche se contentait de proposer

l'aménagement de Parcoursup, avant de quitter la salle, provoquant la colère et le départ des organisations étudiantes, lycéennes et professionnelles. La FSU demande que les organisations lycéennes et étudiantes soient reçues à Matignon.

En réponse aux mobilisations de la jeunesse, le Premier ministre a évoqué l'ouverture de discussions dans le cadre d'un accord national interprofessionnel sur l'emploi des jeunes, alors même que le MEDEF a remis sur la table son serpent de mer : un régime dérogatoire de contrat de travail, nouvel avatar du SMIC Jeunes ou du CPE. La FSU dénonce cette proposition qui est une nouvelle attaque contre la jeunesse. Elle alerte fortement : le système éducatif n'est pas le prestataire de service du patronat.

La question que pose la jeunesse et qui taraude aussi les personnels est celle du sens et des finalités du système éducatif : contre l'école du tri social, il est temps d'engager une nouvelle phase de démocratisation de l'accès aux savoirs émancipateurs, aux études et aux qualifications, c'est une urgence pour relever les défis écologiques, technologiques, sociaux et démocratiques qui sont devant nous. L'Ecole a besoin de moyens, humains et matériels pour lutter contre les inégalités de toute nature et permettre la réussite de tous et toutes.

Cela exige de résoudre la crise d'attractivité qui frappe les métiers de l'éducation et l'ensemble des métiers des services publics. Mais pour la Fonction publique, aucune réponse n'est aujourd'hui apportée aux revendications des personnels qui étaient en grève le 29 septembre.

Depuis des semaines, la FSU a été mobilisée et présente aux côtés des jeunes, devant les établissements et dans les manifestations, pour soutenir des revendications légitimes. C'est en revanche à l'État d'assurer la sécurité et la liberté de manifester. La FSU a redit sa colère de voir les élèves aux prises avec une répression disproportionnée, comme les manifestant·es, dont ses militant·es malmenées voire blessées par des policiers dans des cortèges pourtant très organisés. La restriction des libertés et les violences policières ne peuvent tenir lieu de réponse à la colère sociale. Les manifestations organisées ces dernières semaines étaient joyeuses, festives et déterminées, cela doit continuer. Le droit constitutionnel de manifester doit être garanti par l'État.

Tout montre que le gouvernement est en position de faiblesse, piégé dans l'impasse politique et sociale de l'austérité budgétaire.

C'est pourquoi, dans ce moment historique, la FSU sera aussi présente dans les manifestations du samedi 24 octobre aux côtés de la jeunesse et de la population, pour les salaires et les services publics.

La FSU appelle les personnels à amplifier la mobilisation en s'engageant massivement dans la grève et les manifestations le 5 novembre et à discuter sur les lieux de travail des suites de cette journée. Elle dépose un préavis de grève pour l'ensemble du mois de novembre et proposera à ses partenaires syndicaux d'amplifier la mobilisation.

Bagnolet, le 22 octobre 2026